

A S S E M B L É E N A T I O N A L E

X I V ^e L É G I S L A T U R E

Compte rendu

Commission des affaires étrangères

Mercredi

10 octobre 2012

Séance de 9 heures 45

Compte rendu n° 2

– Audition de MM. Abdulbaset Sieda et Georges Sabra, président et membre du bureau exécutif du Conseil national syrien sur la situation en Syrie (*ouverte à la presse*)..... 2

SESSION ORDINAIRE DE 2012-2013

**Présidence
de Mme Elisabeth
Guigou,
*Présidente***



Audition de M. Abdulbaset Sieda, Président du Conseil national syrien, sur la situation en Syrie

La séance est ouverte à neuf heures quarante-cinq.

Mme la présidente Élisabeth Guigou. Monsieur le Président Sieda, Monsieur Sabra, la commission des affaires étrangères est particulièrement sensible à votre visite, qui fait suite à celle de vos prédécesseurs voici précisément un an.

Depuis le début du soulèvement, en mars 2011, rien ne paraît pouvoir enrayer l'escalade des violences en Syrie. Le bilan de ces violences est lourd : 27 000 morts et plus de 260 000 réfugiés enregistrés par le HCR à la mi-septembre. Pourtant, aucune statistique ne saurait rendre compte de la tragédie que vit actuellement le peuple syrien, admirable de courage face à un régime sanguinaire, lequel s'appuie sur des alliés traditionnels qui ont jusqu'ici réussi à enrayer l'action du Conseil de sécurité des Nations Unies. Ce régime semble toutefois de plus en plus isolé sur la scène internationale, alors que l'armée de libération syrienne, au contraire, s'enracine sur une partie du territoire syrien.

Dans un tel contexte, l'organisation de l'opposition est essentielle. A ce jour, elle n'est pas encore complètement unie ; il est vrai que dans un pays en guerre, la coordination entre la résistance intérieure armée et l'opposition politique en exil n'est jamais une tâche aisée. La France appuie les efforts du Conseil national syrien pour fédérer ces différentes forces. Le Président de la République est d'ailleurs le premier chef d'État occidental à vous avoir reçu, monsieur le Président, et il s'est engagé à ce que la France reconnaisse le gouvernement transitoire, dès lors qu'il sera formé et pourvu qu'il soit inclusif, représentatif et capable d'apporter des garanties aux différentes communautés. Telles sont en effet les conditions politiques qui permettront non seulement de venir à bout du régime en place, mais aussi de conduire une transition vers un régime démocratique et respectueux des communautés religieuses et des minorités qui constituent ensemble l'identité syrienne.

Les événements récents semblent indiquer que l'unification de l'opposition est en bonne voie. Lundi dernier, monsieur le Président, vous étiez en Syrie, dans la province d'Idleb, où vous avez rencontré les responsables de l'Armée de libération syrienne. Celle-ci a transféré son quartier général en zone libérée et une réorganisation serait en cours. D'autre part, le 15 octobre prochain, le Conseil national se réunira à Doha pour renouveler ses instances et s'élargir à d'autres mouvements. Quelle est donc la portée de ces initiatives ?

M. Abdulbaset Sieda, président du Conseil national syrien. En 1978, j'ai rédigé un mémoire de recherche sur « la liberté chez Bergson » ; plus de trente ans ont passé, et nous voici précisément en train de lutter pour notre liberté. Tel est en effet le but de la révolution syrienne : la liberté, la dignité et la justice sociale. Hélas, le prix que paient les Syriens pour conquérir ces valeurs est considérable : plus de 30 000 martyrs, plusieurs dizaines de milliers de personnes disparues, emprisonnées ou mutilées, plus de trois millions de déplacés internes et un demi-million de réfugiés dans les pays voisins. La Syrie paie le prix du sang – le sang de sa jeunesse à qui un pouvoir dictatorial a ôté toute perspective, le sang d'une jeunesse privée d'horizons alors même que le reste du monde change sous ses yeux.

La société syrienne est une mosaïque ethnique et religieuse. Or, toutes ses composantes se sont rassemblées dans cette révolution : c'est aujourd'hui que se fait la véritable unité nationale du pays. Chaque jour, des jeunes gens issus de toutes les catégories de la population marchent ensemble sur les places et les avenues des villes de Syrie pour

défendre la liberté de notre peuple au prix de leur sang. Depuis l'Antiquité, la Syrie se distingue par le respect des différentes communautés qui vivent sur son sol. Le peuple syrien est tolérant par nature. Son histoire est liée à différentes religions – le sunnisme, le chiisme mais aussi le christianisme, qui est un élément essentiel de son identité. Songez que l'araméen, la langue du Christ lui-même, est encore parlé dans certains villages syriens par des chrétiens et des musulmans !

Pourtant, la Syrie subit encore les conséquences du coup d'Etat militaire de 1963, puis du « mouvement correctif » lancé par Hafez El-Assad en 1970 – en réalité un second coup d'Etat – par lesquels le parti Baas a imposé une couleur unique à cette société plurielle. Le pouvoir confessionnel exercé depuis lors brouille les cartes et ne convient pas du tout au peuple syrien. Ce régime, sous couvert de slogans nationaux et panarabes, a utilisé une appartenance confessionnelle pour mettre la main sur le pays tout entier – et ses richesses. D'emblée, il a fait comprendre à l'Occident qu'il protégeait la laïcité face à l'extrémisme, mais au lieu de garantir « la sécurité de l'Etat », il s'est rapidement mué en Etat sécuritaire corrompant les honnêtes gens et condamnant les opposants. Une fois les principales forces politiques – communistes et nassériens – mises au pas, Hafez El-Assad a également fait le choix de la confrontation avec les Frères musulmans, allant jusqu'à promulguer en 1980 une loi honteuse et inacceptable qui condamnait à mort tous les membres de cette confrérie.

La société syrienne, diverse et modérée, ne saurait supporter aucun extrémisme ethnique, confessionnel ou idéologique. Certains extrémistes ont peut-être pu profiter du chaos actuel pour entrer sur notre territoire, mais ils n'ont pas leur place dans notre société. Le philosophe égyptien Zaki Naguib Mahmoud l'a bien écrit : le mélange de la politique avec la religion conduit inévitablement à la catastrophe. Or, c'est précisément ce que fait le régime actuel avec l'aide de l'Iran ; de ce point de vue, il encourage l'escalade de la violence. Il s'efforce d'imposer une règle politique par le biais d'une confession – sa détermination à propager le chiisme dans de nombreuses régions du pays est d'ailleurs ancienne. Le Conseil national syrien, au contraire, défend la liberté religieuse et la liberté de pensée de chaque citoyen.

La situation de la Syrie affecte les pays alentour – le Liban, la Jordanie, l'Irak et la Turquie notamment – et pourrait y entraîner des conséquences graves. Les massacres qui ont lieu en Syrie font environ deux cents morts chaque jour. Ces gens ne sont pas que des chiffres ; ils avaient une famille, un parcours, des projets, et si chacun d'entre eux avait pu écrire l'histoire de sa vie, la littérature mondiale y aurait trouvé l'un de ses plus beaux titres.

Le temps est donc venu d'agir. Je l'ai dit au Président de la République française : la légitimité internationale, qui n'est pas une fin en soi, doit garantir le respect des droits des individus et des peuples ainsi que la paix et la sécurité internationale. Quel sens a-t-elle dès lors qu'aucun de ces objectifs n'est plus atteint ? A cet égard, les règles de fonctionnement du Conseil de sécurité des Nations Unies, établies à la fin de la deuxième guerre mondiale, sont obsolètes et doivent être rénovées, mais le peuple syrien ne saurait attendre que ce soit fait, lui qui est la victime d'un massacre à grande échelle.

M. Georges Sabra, membre du bureau exécutif du Conseil national syrien. Je vous remercie, mesdames et messieurs, de cette occasion qui nous est offerte de nous exprimer devant les héritiers d'une tradition politique qui remonte aux Lumières. La France a toujours joué un rôle primordial dans la conquête de la liberté ; elle fut à nos côtés dès le premier jour. C'est grâce à elle que j'ai pu quitter la Syrie – chose qui m'était interdite depuis

1979 – à pied, sous la menace des tireurs d'élite du régime. La France occupe une place à part dans l'esprit du peuple syrien.

Les révolutionnaires syriens se soulèvent non pas par haine de Bachar El-Assad, mais par amour de la Syrie. Le problème ne se résume pas à la seule personne de Bachar, à sa communauté ou à son parti, mais à l'existence de ce régime, seul survivant d'une catégorie condamnée par l'histoire et qui, aujourd'hui, n'a plus aucune légitimité. Certains s'obstinent encore à la défendre, non pas dans l'intérêt du peuple syrien, mais en fonction de leur propre agenda.

La Syrie actuelle souffre d'un équilibre de la faiblesse entre le régime et la révolution. Le régime ne parviendra jamais à liquider la révolution, fût-ce avec l'appui de tous les chars russes et du trésor iranien. En face, les Syriens sont déterminés à le renverser – comme en témoigne le courage de ces jeunes gens qui s'emparent de chars encore en mouvement. Pourtant, le peuple syrien pave le chemin de la liberté avec les corps de ses enfants. Dans ce contexte, il faut agir. Pour démettre Bachar El-Assad, la révolution a besoin de l'appui que pourront lui apporter tous les amoureux de la liberté dans le monde. Le régime ne doit plus bénéficier d'aucun soutien au Conseil de sécurité des Nations Unies, car on ne saurait lui permettre de bombarder son propre peuple en toute impunité.

Les Syriens doivent être aidés mais, pour autant, refuseront la présence de troupes étrangères sur leur sol. Ils ont d'ores et déjà libéré de vastes portions du territoire, dont une bande frontalière avec la Turquie de 900 kilomètres de longueur sur 40 kilomètres de largeur. Comment cependant pourront-ils garantir leur protection contre l'aviation du régime ? Comment pourront-ils protéger les réfugiés, dont beaucoup passeront l'hiver sous les oliviers, sans eau et sans nourriture, sachant que la Turquie ne veut plus les accueillir en raison de la saturation des camps qu'elle abrite déjà ?

En clair, le peuple syrien fait pleinement face à ses responsabilités, mais demande aussi à la communauté internationale de faire ce qu'elle peut pour qu'il prenne place, comme il le mérite, parmi les peuples libres du monde.

Mme la présidente Élisabeth Guigou. Merci beaucoup, Monsieur le Président. D'après une dépêche, le CNS aurait estimé lundi dernier que des membres du parti Baas au pouvoir pourraient jouer un rôle dans l'avenir politique du pays à condition qu'ils n'aient pas participé à la répression. Vous auriez, toujours d'après cette dépêche, déclaré que le CNS serait prêt à examiner la possibilité que le vice-président de la Syrie, Farouk al-Shara, assure l'intérim en cas de départ de Bachar el-Assad. Est-ce que vous pouvez nous confirmer ces déclarations ?

Par ailleurs, quelle est selon vous l'efficacité des sanctions ? Les initiatives de la France au Conseil de sécurité ont été bloquées par le veto russe et chinois. Je sais que vous avez des contacts avec les autorités russes ce qui laisse penser qu'elles ne sont pas totalement fermées à une autre solution. Comment analysez-vous la position russe et croyez-vous qu'elle pourrait évoluer positivement ?

Vous savez que l'une des interrogations principales de l'opinion européenne à propos de l'opposition syrienne est celle de la place des partis islamiques. Beaucoup d'observateurs redoutent que ces derniers soient les principaux bénéficiaires du renversement du régime actuel et qu'il en résulte, non seulement un régime qui ne respecterait pas les principes démocratiques, mais surtout des déchirements dont les communautés chrétiennes et

alaouites seraient les principales victimes. Que pouvez-vous nous dire à propos de la place de ces partis dans votre mouvement et à propos de leur influence au sein de l'armée de libération ?

Les communautés alaouite et kurde occupent une position clé. La première parce que les principaux responsables du régime actuel en émanent et qu'elle redoute de ce fait de faire les frais d'un changement de régime. La seconde parce que certaines formations issues de cette communauté ont un projet politique qui met en question l'unité de la Syrie. Vous êtes vous-même Kurde d'origine et nous connaissons vos déclarations en faveur de la tolérance inter-communautaire. Quelles sont les initiatives qui pourraient permettre de rassurer complètement la communauté alaouite et favoriser son ralliement ? Comment analysez-vous la question kurde dans ce contexte ?

Enfin, le CNS doit renouveler prochainement ses instances exécutives. Quels sont les changements que ce renouvellement exprimera ? Par ailleurs, le CNS travaille à un projet de gouvernement transitoire. Où en êtes-vous sur ce point ?

M. Abdulbaset Sieda. Le CNS n'envisage pas la même voie que celle empruntée en Irak et qui n'a pas marché, c'est-à-dire une « débaasification » de la Syrie. Le parti Baas a contrôlé de nombreux secteurs de la société et on ne doit pas renouveler les erreurs commises ailleurs. Ceux de ses membres qui ont pris part aux exactions du régime seront bien évidemment jugés. En revanche, le parti en tant que tel pourra continuer à vivre dans une Syrie démocratique. C'est également vrai pour les organismes de sécurité auxquels de nombreux Syriens ont été forcés de collaborer. Il faut un programme pour les réintégrer.

Nous avons un dicton, en Syrie, qui dit qu'on ne peut pas nettoyer le sang avec du sang mais avec de l'eau. C'est sans doute la raison pour laquelle nous envisageons de confier une responsabilité au vice-président actuel. Ce que nous voulons aujourd'hui c'est de mettre fin aux assassinats et aux massacres, c'est que soient respectées les aspirations du peuple syrien. Pour nous, celui qui prendra les rênes de la Syrie devra être une personnalité de consensus et engagée envers les principes de la révolution. Chacun aura à jouer un rôle en fonction de ses compétences.

En ce qui concerne les sanctions, elles ont eu des résultats. Toutefois, le régime actuel obtient ce qu'il veut via l'Irak et le Liban. L'Iran lui fournit argent et combattants. Les gardiens de la révolution l'ont eux-mêmes reconnu.

En dépit des sanctions qui tardent à avoir des effets, le régime continue de bombarder le peuple et de commettre des atrocités tels des viols ou des massacres. J'ai fait une tournée dans les camps de réfugiés. Un vieil homme m'a pris dans ses bras et, en larmes, m'a raconté une scène où un vieillard de 85 ans fut brûlé vif devant tout le monde. Une enfant, originaire de Azaz, m'a dit, avec ses mots, que le criminel Bachar avait détruit sa maison.

En ce qui concerne le Conseil de sécurité, je suis allé en Russie. J'ai vu Lavrov et je lui ai dit que des Syriens étaient aujourd'hui tués par des armes russes. Il m'a dit que la Russie condamnait cela mais je lui ai répondu que cela ne suffisait pas. Je l'ai d'ailleurs répété à Bogdanov, à Paris. Je lui ai dit que j'avais beaucoup lu les œuvres russes et que son pays devait désormais être à la hauteur de sa littérature. Je lui ai dit que la Russie couvrait un régime assassin. J'espère que la position des Russes va changer. Nous sommes ouverts au dialogue, mais le sang syrien ne doit pas continuer à couler.

Il y a des différences entre les djihadistes, Al-Qaida et les Frères musulmans. Ces derniers font partie de l'opposition syrienne de longue date et leurs conceptions ont beaucoup changé depuis le début des années 2000. Ils proposent des projets, reposant sur une vision de la Syrie, et ils respectent les droits des autres composantes du peuple syrien. Lors d'un colloque auquel j'ai participé près de la Mer morte, avec Michel Kilo et des représentants des alaouites et des druzes, tout le monde a reconnu l'intérêt des propositions faites par les Frères musulmans. Ayant longtemps été à l'étranger, ils ont beaucoup appris des sociétés au sein desquelles ils ont vécu et ils admettent eux-mêmes la nécessité de respecter l'Autre dans sa différence.

Les communautés alaouites, chrétiennes et kurdes font partie de notre tissu national. Notre devoir est de leur donner des garanties, non pour faire plaisir à l'étranger en leur faisant un cadeau, mais par nécessité interne. Si les alaouites, les chrétiens, les chiites, les ismaéliens, les druzes et les kurdes s'en allaient, que resterait-il de la Syrie ? Nous sommes fiers de la diversité et de la coexistence qui caractérisent notre pays. Nous devons donner encore un nouvel alphabet au monde en continuant à servir de pont entre les peuples.

Le texte que nous avons adopté au sujet des kurdes est plutôt en pointe. Le président du Conseil national kurde l'a reconnu à Erbil, au cours d'une réunion à laquelle participaient une délégation turque, dont M. Davutoglu faisait partie, et une délégation de la présidence du Kurdistan irakien. Nous avons abordé la question du PKK, que le régime instrumentalise pour étrangler les révolutionnaires dans les zones kurdes, et j'ai prévenu M. Davutoglu qu'il n'y aurait pas de stabilité régionale sans solution juste au problème kurde en Turquie.

Les kurdes peuvent servir de pont entre tous les peuples de la région, comme les chrétiens et les alaouites. Je crois que nous pouvons délivrer un message rassurant sur ce point.

Afin de dissiper les craintes et les obsessions, nous avons besoin de textes, d'une pratique permettant de les confirmer sur le terrain et d'un mécanisme de règlement pacifique des conflits qui surviendront.

M. Georges Sabra. L'Islam a toujours été modéré en Syrie. Comment expliquer autrement qu'il y ait toujours eu un premier ministre et un président de l'Assemblée nationale chrétiens en Syrie depuis 70 ans ? Un chrétien a même été ministre des affaires religieuses et du Wakf.

L'extrémisme résulte de la violence exercée par le régime et l'apparition de quelques extrémistes au sein de la révolution s'explique par le sentiment qu'éprouvent les Syriens d'être abandonnés par le monde.

Plus la guerre durera, plus cet extrémisme se développera. Pour lutter contre l'extrémisme, il faut donc mettre un terme aux massacres et aux assassinats quotidiens.

Il y a aujourd'hui entre 100 et 200 extrémistes parmi les dizaines de milliers de combattants syriens. Nous n'en avons pas peur, car nous faisons confiance à la société syrienne.

Quant aux Frères musulmans, ils ont adopté un pacte national les engageant à respecter le caractère démocratique et civil de l'Etat, et ils participent, depuis 2005, à des

alliances nationales avec les partis laïcs, dans le cadre de la déclaration de Damas mais aussi du Conseil national syrien.

Tout le monde a observé un changement chez les alaouites et d'autres minorités, jusque-là restées silencieuses. L'opposition au régime se développe fortement dans leurs élites et il faut rappeler, car personne ne le sait, que des milliers d'alaouites sont restés pendant des années en prison. Sa Sainteté le Pape a adressé un message très important lorsqu'il a rappelé que la Syrie participe au printemps arabe et qu'il s'agit d'un mouvement en faveur de la liberté et de la dignité.

De son côté, le Conseil national syrien a envoyé des messages aux chrétiens et aux alaouites. S'agissant de ces derniers, nous avons rappelé que ce n'est pas leur communauté dans son ensemble, mais des individus qui sont responsables des actes commis par le régime. Dans les temps qui viennent, nous devons faire preuve de tolérance et œuvrer pour la réconciliation nationale en suivant l'exemple donné par l'Afrique du Sud après l'apartheid.

Nul n'ignore ce qui s'est passé à Qardaha, qui est pourtant le berceau de la famille Assad. Les alaouites se mettent à bouger : les mères savent bien que leurs enfants ne meurent que pour permettre à Assad de conserver son siège. La situation change, car tout le monde commence à comprendre qu'il est possible de se débarrasser de ce régime même s'il est en place depuis quarante ans.

En un an et demi de conflit, personne n'a été attaqué parce qu'il était chrétien ou alaouite, et il en est de même pour toutes les autres minorités. Cette révolution a une profondeur nationale très importante. Nous souffrons pour l'avenir de tous.

M. François Asensi. Vous proclamez des principes de liberté, de laïcité et d'unité, ce dont nous nous félicitons. Mais beaucoup de membres de communautés telles que les druzes et les alaouites restent manifestement réservés, voire soutiennent Bachar el-Assad. Pouvez-vous nous donner des explications sur ce point ?

Par ailleurs, quelles sont vos relations avec le Qatar ? Ce pays a longtemps été proche de l'axe Syrie-Iran en opposition à l'Arabie Saoudite. Aujourd'hui, il semble aider de nombreux mouvements islamistes, y compris au Maghreb, même s'il est difficile de recueillir des preuves dans ce domaine. Il est donc légitime de s'interroger sur son rôle en Syrie.

Enfin, que pensez-vous de la proposition du Président égyptien, M. Morsi, de mettre en place une médiation qui reposerait sur quatre pays : l'Arabie Saoudite, l'Égypte, l'Iran et la Turquie ?

Mme Danielle Auroi. Vous avez évoqué le Liban. Il existe effectivement une porosité historique entre ce pays et la Syrie. Quelles relations avez-vous avec le gouvernement libanais, les différents partis et les différentes communautés du Liban ? L'afflux de réfugiés syriens dans ce pays, qui s'ajoutent aux Palestiniens présents depuis longtemps, a nécessairement un impact.

Vous nous avez parlé de l'échec de l'ONU et avait appelé à une transition qui pourrait se faire sous l'autorité d'une personnalité du consensus ; pouvez-vous nous préciser ce que le Conseil national syrien a décidé au Caire. Comment voyez-vous la mise en œuvre du principe de laïcité pendant cette éventuelle période de transition ?

M. François Rochebloine. Il y a de nombreuses et anciennes communautés chrétiennes en Syrie, qui ont droit au respect de leur liberté et de leurs traditions. Or, ces chrétiens sont inquiets ; et comment ne pas leur donner raison lorsqu'on voit l'expérience de certains pays voisins ? Vous avez salué l'appel qu'a lancé le Pape au Liban, qui est effectivement une prise de position très importante. Mais au-delà, quelles garanties pouvez-vous donner sur le respect de la liberté des chrétiens de Syrie ?

M. Axel Poniatowski. Il est important d'avoir à l'esprit, non seulement le blocage actuel à l'ONU, mais aussi l'échec de la médiation de la Ligue arabe il y a neuf mois. En effet, pour ce qui concerne la Libye en 2011, c'est la position unanime de cette organisation qui a permis de débloquer la situation au Conseil de sécurité. En conséquence, est-ce que le Conseil national syrien ne devrait pas d'abord s'attacher à faire en sorte que la Ligue arabe trouve une position consensuelle ?

Par ailleurs, les combats récents montrent que l'Armée syrienne libre est manifestement bien équipée, même s'il lui manque encore du matériel anti-aérien. D'où vient l'aide militaire extérieure dont elle bénéficie ?

Mme Chantal Guittet. Je m'interroge sur le degré d'unité de l'opposition syrienne. Par exemple, quelles sont vos relations avec le Groupe patriotique syrien, ou encore avec le Comité national pour le changement démocratique ? Il y a aussi la question des kurdes, qui paraissent rester un peu à l'écart du mouvement révolutionnaire et ont leurs intérêts propres ; quelles relations avez-vous avec le Congrès national du Kurdistan (CNK) et avec le Parti de l'union démocratique (PYD) ?

M. Jacques Myard. Au fond, qui êtes-vous ? Qui et que représente le mouvement révolutionnaire ? Je pose cette question parce qu'il y a beaucoup d'incertitudes. Il y a en particulier une inquiétude parmi les chrétiens de Syrie, qui sont bien conscients de l'épuration qui a touché les communautés chrétiennes d'Irak après la chute de Saddam Hussein. Nous manquons de certitudes et de garanties sur ce qui pourrait arriver en Syrie ; mais peut-être vous-même êtes-vous dans la même situation ?

Ensuite, pensez-vous être en mesure de vaincre militairement un régime dont des ministres se vantent encore d'avoir l'armée la plus puissante du Moyen-Orient, avec Israël ?

Quelle est l'implication du Qatar et de l'Arabie Saoudite dans le conflit ?

Ne craignez-vous pas d'être débordés par des mouvements intégristes ? Peut-on envisager une solution politique sans vainqueur militaire et qui protégerait toutes les communautés syriennes des représailles et des massacres ?

M. Jean-Claude Guibal. Mon propos s'inscrit dans la continuité de celui de Jacques Myard. On connaît les intentions du Conseil national syrien, son projet. Mais il n'est pas toujours possible de maîtriser les révolutions et la Syrie est l'épicentre du Moyen-Orient depuis très longtemps, peut-être depuis les Omeyyades. Les risques sont donc importants. Quels sont, au-delà des intérêts du peuple syrien, les enjeux politiques pour toutes les puissances qui s'intéressent au conflit ? Quelle est en particulier la stratégie des États-Unis ? Comment voyez-vous le Moyen-Orient de demain ?

Mme Françoise Imbert. Etant très attachée aux droits des femmes, je voudrais vous interroger sur cette question. Les femmes paient un lourd tribut à la révolution syrienne ;

certaines sont membres du Conseil national syrien ; quelle place trouveront-elles dans un futur gouvernement de transition ?

M. André Schneider. Vous avez souligné que la Syrie est au centre des enjeux et des conflits du Moyen-Orient. Si vous arrivez au pouvoir, comptez-vous être un acteur de paix et comment y parviendrez-vous ?

Mme Marie-Louise Fort. Je voudrais mettre l'accent sur la question des relations actuelles avec la Turquie et sur le triste sort des populations à la frontière, pour savoir quelles mesures vous prendriez pour travailler à la résolution de la question kurde, pour que cette question soit au-devant de la scène, une fois la révolution terminée. Par ailleurs, on a beaucoup parlé jusqu'ici de « printemps arabes », mais j'ai plutôt l'impression qu'il s'agit d'un automne. Je voudrais aussi vous interroger sur la question des femmes, sur ce que vous comptez faire, et ce qu'il en est, compte tenu du recul auquel on assiste dans nombre de pays naguère bien plus avancés qu'ils ne sont aujourd'hui.

Mme la présidente Élisabeth Guigou. Je m'associe totalement à la question sur la situation des femmes dans le futur, essentielle.

M. William Dumas. Beaucoup de questions ont été posées, sur la structuration de l'opposition, sur les sanctions prises par certains pays. Je voudrais savoir si selon vous, dans l'escalade des combats à laquelle on assiste aujourd'hui il y a un risque que Bachar el Assad, s'il se sent vraiment acculé, utilise les armes chimiques dont il dispose contre son peuple.

M. Philippe Cochet. Nous sommes effectivement très inquiets en ce qui concerne l'existence de cet arsenal chimique, a priori encore pas utilisé contre le peuple syrien, mais je voulais savoir si vous aviez des informations sur son utilisation possible et sur les moyens que vous auriez prévu pour neutraliser ces équipements.

M. Avi Assouly. Tout le monde est effectivement inquiet. On dit que le pouvoir rend fou et Bachar el-Assad l'est assurément. N'y a-t-il pas des risques d'embrasement de l'ensemble du Moyen-Orient au contexte si particulier, lorsqu'on voit que la Turquie reçoit déjà des bombes. Avons-nous des éléments pour être rassurés sur ce risque ?

M. Abdulbaset Sieda. Je dirais tout d'abord qu'il y a une révolution à laquelle participent toutes les composantes de la société syrienne, les groupes, les communautés religieuses et diverses forces. Il y a aussi une majorité silencieuse qui ne s'est pas déterminée, qui ne participe pas, mais qui n'est pas avec le régime. Nous sommes en contact avec la communauté alaouite qui est elle-même en ébullition. Sa situation est différente de celles des autres communautés religieuses, mais le projet national sur lequel nous sommes en train de travailler est pour tous les Syriens, par tous les Syriens sur la base du respect des droits de chacun.

Le Qatar et les autres pays arabes ont été aux côtés de la population syrienne et lui ont apporté leur soutien par tous les moyens possibles. Nous avons de bonnes relations avec le Qatar et avec les autres pays arabes, Arabie Saoudite, Koweït, et autres. Avec la Libye, notamment, qui a également beaucoup souffert et dont la situation présente des similitudes avec la nôtre. On a comparé la situation en Syrie avec celle du Yémen, quant à la solution à adopter, mais c'est en fait avec le processus libyen qu'il y a plus de proximité.

Nous sommes allés en Egypte, nous avons rencontré des conseillers du Président Morsi. Nous sommes heureux de voir un retour de l’Egypte sur la scène régionale. L’Iran a eu un rôle exagéré du fait de son absence et il y a maintenant un certain rééquilibrage. Cela étant, nous ne sommes pas les ennemis de l’Iran, nous voulons les meilleures relations avec ce pays sur des bases géographiques, historiques, et dans l’intérêt réciproque de chacun. Mais l’Iran est aujourd’hui partie prenante essentielle du conflit, du problème plus que de la solution, par ses fournitures d’armes, ses financements, ses combattants, sa politique de soutien au régime. Il ne peut aujourd’hui être considéré comme un partenaire efficace à la recherche d’une solution, dans la mesure où il considère son soutien au régime comme partie prenante de sa politique de sécurité nationale. L’absence de l’Arabie saoudite est une preuve. Nous respectons la position des Egyptiens, mais nous avons nos propres points de vue.

Quant aux questions sur les Nations Unies, la laïcité et le respect des principes démocratiques, le CNS travaille à un Etat civil, neutre vis-à-vis des différentes religions, respectant la spécificité de tous, pluraliste. Nous ne cessons d’affirmer cette position.

Aux Nations Unies, nous sommes effectivement dans une impasse et, en faisant tout passer par le Conseil de sécurité, on donne en fait l’occasion au régime de continuer de tuer impunément son peuple, comme si l’on fermait les yeux. C’est ainsi que le régime le comprend.

Sur la situation des Chrétiens, le christianisme est partie essentielle intégrante du tissu national syrien. Ce qui est arrivé en Irak, des groupes extrémistes étaient envoyés par le régime pour commettre des crimes et faire monter la peur sur ce qui pourrait se passer. C’est pour nous au contraire une chose élémentaire pour nous que de respecter le droit des Chrétiens, c’est un devoir national envers nos concitoyens : la Syrie fait partie des terres sur lesquelles le Christ a marché. L’histoire du christianisme et celle de la Syrie sont inséparables.

Concernant nos financements, nos armements, le CNS a eu des soutiens de la part de la Libye et d’autres Etats du Golfe. Sur la question spécifique des armements, il y a des spécialistes qui suivent ce volet.

Des personnes ont pris leurs distances par rapport au CNS, cela fait partie de la démocratie. Le projet que nous proposons n’est pas bouclé, définitif. Nous sommes en contact avec tout le monde, c’est normal qu’il y ait des divergences d’intérêts.

Les jeunes kurdes étaient avec la révolution depuis le début. Ils font partie de ceux qui ont créé le CNS. Nous avons adopté un programme les concernant : nous voulons que soient reconnus leur identité nationale et leurs droits nationaux, dans le respect de l’unité nationale de la Syrie. Nous voulons supprimer les mesures discriminatoires à leur encontre. Nous sommes en contact avec le Conseil national kurde, dont nous avons rencontré les représentants. Il est nécessaire de tirer profit des expériences positives et négatives du printemps arabe dans les autres pays. Nous étudions le positif pour voir si nous pouvons le transposer en Syrie, et nous tirons les leçons des éléments négatifs pour ne pas les reproduire.

Pour ce qui est de vaincre militairement, nous ne disons pas que l’armée syrienne n’est pas forte. Mais tant de gens se dressent contre le régime que l’armée, la vraie, c’est l’armée syrienne libre. Elle bénéficie d’une bonne dynamique. Il y a quelques jours j’étais à Idlib, afin d’unifier les conseils militaires régionaux de l’Armée syrienne libre en un comité unifié. C’est important pour garder le contrôle. Or, parmi les membres de ces conseils, le moral est au beau fixe, tandis que l’armée syrienne continue d’être frappée par des défections.

J'ai rencontré cinq soldats qui avaient fait défection le jour même. Ils m'ont dit que dans l'unité qu'ils avaient quittée, le moral était au plus bas... Le pouvoir ferait n'importe quoi pour garder les jeunes au sein de son armée.

Les extrémistes n'ont pas leur place en Syrie. Mais plus la crise dure, plus le terreau est fertile à leur développement. En effet les extrémistes ne sont pas la cause du chaos, ils en sont la conséquence. La cause, ce contre quoi il faut lutter, c'est le régime actuel qui se bat contre son propre peuple. Lorsqu'il a commencé à utiliser des armes aériennes, nous pensions que la communauté internationale réagirait, mais cela n'a pas été le cas. Maintenant il menace d'utiliser des armes chimiques. Est-ce que la communauté internationale attend cela pour réagir ? N'oublions pas que derrière les chiffres, il y a des êtres humains. Il faut absolument arrêter les massacres.

M. Georges Sabra. Le Moyen-Orient est au centre des préoccupations, du fait de sa richesse en pétrole, de la présence d'Israël, de la mer Méditerranée... nous sommes conscients des intérêts qui sont en jeu dans la région. Mais pendant trop longtemps, ces intérêts ont trop longtemps justifié le soutien à des régimes autoritaires, comme en Libye ou en Egypte. Bien sûr, il est plus facile de ne parler qu'avec un seul interlocuteur qui décide de tout, mais c'est contraire aux intérêts des peuples. La démocratie rend les échanges plus difficiles mais plus beaux. Nous voulons que les peuples participent, pas que les dictateurs dictent leurs intérêts. L'absence de démocratie est un problème pour nous, c'est ce qui pousse tant de nos jeunes à risquer leur vie pour venir chez vous, mais cela pose aussi des problèmes pour vous.

Dans la structure actuelle du gouvernement transitoire, les femmes représentent 5%. Dans la nouvelle structure, qui sera adoptée à Doha la semaine prochaine, elles seront 15%. Nous ne pouvons pas nous satisfaire de ce chiffre qui est encore modeste, mais c'est tout de même un progrès et nous en sommes fiers. Mon ambition, c'est le modèle suédois, moitié d'hommes et moitié de femmes.

Comment voyons-nous la paix dans la région ? Les dictatures n'ont pas fait la paix et n'ont pas pu récupérer les territoires occupés dans le Golan. Il faut laisser une chance à la démocratie. La démocratie peut récupérer les territoires occupés, respecter les résolutions de l'ONU et bâtir une paix sur la justice et les droits de tous.

Notre relation avec la Turquie est imposée par la géographie et la révolution. Cette longue frontière commune a fait que les premiers réfugiés sont partis dans ce pays pour fuir la violence du régime.

Nous avons une grande considération pour les efforts des Turcs. Car ce pays a accueilli des réfugiés et nous laisse travailler depuis son territoire. Mais sans aucun doute tous les groupes de l'opposition syrienne tiennent à l'indépendance de décision de la Syrie.

S'agissant des kurdes, nous sommes conscients du problème. Nos concitoyens kurdes ont été persécutés deux fois : parce qu'ils étaient syriens et kurdes.

Au sein du CNS, nous voulons une citoyenneté à égalité pour tous les citoyens quelque soit leur appartenance ethnique ou religieuse, dans le cadre de l'unité de la Syrie et de son intégrité territoriale. Nous voulons que les kurdes puissent parler et chanter dans leur langue, qu'ils l'apprennent comme cela est le cas pour les Arabes.

Le printemps arabe est-il un automne ? Je respecte cette opinion mais je ne la partage pas. Elle est même injuste. Vous, les Français, êtes professeurs *ès* révolutions. Mais vous savez que la vôtre a duré des décennies avant qu'elle ne triomphe. *Idem* en Russie. Laissez-nous du temps. Les Egyptiens et les Tunisiens ont élu leur président en toute liberté. Ils ont rédigé une constitution, nous allons nous aussi le faire.

Nous travaillons dans le ce sens du droit des femmes. Pendant 50 ans, la Syrie n'a eu ni politique ni vie politique. Le premier recul lié à cette période a été la position de la femme. Les femmes ont été les premières victimes. Nous voulons réhabiliter la politique pour que les citoyens – en particulier les femmes – retrouvent leur place.

Le régime pourrait-il être acculé jusqu'à utiliser des armes chimiques ? Nous ne le savons pas mais le risque est élevé. Saddam Hussein, en son temps, l'a fait contre les kurdes. Or, le régime d'Assad est du même ordre. Aujourd'hui, 15% des constructions, en Syrie, sont détruites. Avec une moyenne de 4 à 5 personnes par maison, vous avez plus de 10 millions de Syriens qui, aujourd'hui, n'ont plus de toit !

Et puis le régime cherche indéniablement à déstabiliser la région. Il veut transformer une révolution contre la dictature en un conflit régional suscitant des interventions extérieures. La communauté internationale a assurément une responsabilité pour empêcher cela. La Syrie d'aujourd'hui fait d'ailleurs penser au régime hitlérien. Hitler a détruit l'Europe. Bachar veut faire pareil avec son pays et la région. Les villes syriennes ressemblent aujourd'hui aux villes allemandes au sortir de la seconde guerre mondiale. Nous devons travailler tous ensemble pour empêcher la contagion.

M. François Rochebloine. En vous écoutant, Messieurs, je pense au Liban. Quelles sont vos relations avec les différents partis de ce pays ? Je pense notamment au courant aouniste ? Y a-t-il un espoir de résoudre le conflit ?

M. Abdulbaset Sieda. Le Liban nous est cher. Le CNS a adressé un message à tous les Libanais. Nous sommes en contact avec toutes les Parties libanaises. Nous avons rencontré M. Walid Joumblatt, et aussi le courant de l'avenir de Saad Hariri. Nous avons aussi rencontré un groupe de personnalités chiites religieuses et civiles. Nous sommes en contact avec tout le monde. Même vis-à-vis du Hezbollah et de M. Aoun, notre position est la suivante : profitons de l'occasion de préparer l'après Assad. L'intérêt de la Syrie est un Liban unifié. La situation actuelle n'est pas normale. Nous sommes prêts à dialoguer sur la base du respect des aspirations du peuple syrien. Nous voulons le bien des Libanais. A l'avenir les relations seront meilleures.

Mme la présidente Élisabeth Guigou. Messieurs, merci pour votre témoignage. Nous sommes horrifiés par le martyre du peuple syrien. Vous avez vu que les députés français avaient beaucoup de questions à vous poser et s'intéressent fortement à votre pays. Cela souligne combien nous comptons sur votre opposition pour trouver une solution politique à la crise. Tous nos vœux vous accompagnent.

La séance est levée à onze heures quinze.

Membres présents ou excusés

Commission des affaires étrangères

Réunion du mercredi 10 octobre 2012 à 9 h 45

Présents. - Mme Sylvie Andrieux, M. François Asensi, M. Avi Assouly, Mme Danielle Auroi, M. Jean-Paul Bacquet, M. Patrick Balkany, M. Christian Bataille, M. Philippe Baumel, M. Jean-Luc Bleunven, Mme Pascale Boistard, M. Gérard Charasse, M. Jean-Louis Christ, M. Philippe Cochet, M. Philip Cordery, M. Jacques Cresta, Mme Seybah Dagoma, M. Michel Destot, M. Jean-Luc Drapeau, M. Jean-Pierre Dufau, M. William Dumas, M. Nicolas Dupont-Aignan, M. François Fillon, Mme Marie-Louise Fort, M. Hervé Gaymard, M. Jean Glavany, Mme Estelle Grelier, M. Jean-Claude Guibal, Mme Élisabeth Guigou, Mme Thérèse Guilbert, M. Jean-Jacques Guillet, Mme Chantal Guittet, Mme Françoise Imbert, M. Serge Janquin, M. Laurent Kalinowski, M. Patrick Lemasle, M. Lionnel Luca, M. Noël Mamère, M. Thierry Mariani, M. Jean-René Marsac, M. Alain Marsaud, M. Patrice Martin-Lalande, M. Jacques Myard, M. Axel Poniatowski, M. François Rochebloine, M. René Rouquet, M. Boinali Said, M. André Santini, M. François Scellier, M. André Schneider, M. Michel Terrot, M. Michel Vauzelle, M. Michel Zumkeller

Excusés. - Mme Nicole Ameline, M. Pouria Amirshahi, M. Alain Bocquet, M. Jean-Louis Destans, M. Jean-Paul Dupré, M. Paul Giacobbi, M. Pierre Lellouche, M. Pierre Lequiller, M. François Loncle, M. Jean-Luc Reitzer, Mme Odile Saugues, M. Guy Teissier

Assistait également à la réunion. - M. Gérard Bapt